



C A N A D A
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ÉPIPHANE

**NUMÉRO DU
DOCUMENT
(AUX FINS DE
CLASSEMENT)**

CM-25-06-002A

Saint-Épiphanie, le 12 mai 2025

Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de Saint-Épiphanie, tenue à la salle Innergex du centre communautaire Innergex Viger-Denonville, situé au 220, rue du Couvent à Saint-Épiphanie, le douzième (12^e) jour du mois de mai de l'an deux mille vingt-cinq (2025), à dix-neuf heures trente minutes (19 h 30), suivant les prescriptions du Code municipal de la Province de Québec.

L'adoption de ses minutes se déroulera lors de la séance ordinaire du mois de juin 2025. La rencontre était filmée et sera téléversée par la suite sur la page Facebook de la Municipalité dans les jours suivants sa tenue.

Sont présents :

Madame la mairesse

Rachelle Caron

Madame la conseillère

**Pâquerette Thériault
Caroline Coulombe**

Messieurs les conseillers

**Nicolas Dionne
Guillaume Tardif
Renald Côté**

Tous formant quorum.

La personne qui a présidé la séance, soit madame Rachelle Caron a informé le Conseil qu'à moins qu'elle n'en manifeste expressément le désir de le faire, elle ne votera pas sur les propositions soumises à l'assemblée tel que le lui permet la loi.

En conséquence, à moins d'une mention à l'effet contraire au présent procès-verbal, la personne qui a présidé la séance, soit madame la Mairesse Rachelle Caron, ne votera pas sur les décisions présentées à cette assemblée.

La Direction générale, monsieur Stéphane Chagnon, assistait également à la séance comme secrétaire d'assemblée.

- 1) Ouverture de l'assemblée
- 2) Adoption de l'ordre du jour
- 3) Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 14 avril 2025
- 4) Présentation et approbation des comptes pour le mois d'avril 2025
- 5) Autorisation des certificats de crédit pour le mois d'avril 2025
- 6) Autorisation des engagements de crédit pour le mois de mai 2025
- 7) Dépôt de la correspondance

ADMINISTRATION

- 8) **PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS** au 31 décembre 2024 par l'auditeur MALLETTE



- 9) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour l'adoption des états financiers de la Municipalité au 31 décembre 2024
- 10) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour l'adoption du règlement modifié sur la Paix et le Bon ordre
- 11) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour l'envoi de la programmation partielle n°1 des dépenses municipales dans le cadre de l'édition 2024-2028 du Programme sur la taxe sur l'essence et la contribution du Québec (TECQ)
- 12) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour l'appui demandé par l'Association Multi-Défis
- 13) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour l'édition 2025 de la Marche de la Société Alzheimer
- 14) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour le positionnement municipal dans le dossier du refinancement du programme Réno Région
- 15) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour l'acceptation de l'offre des assurances collectives pour leur renouvellement
Ce point a été retiré de l'ordre du jour.
- 16) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Transfert budgétaire

VOIRIE

- 17) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour l'octroi d'un contrat pour la mise à jour du puit d'eau municipal codifié P-1 suite à sa réhabilitation en 2024 à la firme AKIFER
- 18) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour l'annulation de la résolution de ce Conseil numéro 25.04.094 octroyant un contrat à la firme TRIFIDE pour l'auscultation des chaussées dans le cadre de la mise à jour du plan d'intervention des conduites et des chaussées demandées par l'édition 2024-2028 du Programme sur la taxe sur l'essence et la contribution du Québec (TECQ)
- 19) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour l'octroi d'un contrat de gré à gré pour des réparations d'urgence sur des ponceaux du réseau routier épiphanois
- 20) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour un octroi de contrat à TACTIC TELECOM pour le chantier de stabilisation de l'Internet au réservoir d'eau municipal et pour le paiement de la facture liée au dépôt demandé pour débiter ledit chantier
- 21) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour l'octroi d'un contrat à PERMALIGNE pour l'application d'une peinture blanche sur toute la surface asphaltée de la patinoire municipale
- 22) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour l'octroi d'un contrat à PERMALIGNE pour la confection de lignes de terrains de sports pour la pratique du basketball, du pickleball et du tennis sur la patinoire municipale
- 23) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour l'octroi d'un contrat à la firme BOUCHARD SERVICES CONSEIL pour la surveillance du chantier de pavage du 1^{er} Rang
- 24) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour l'octroi d'un contrat à la firme BOUCHARD SERVICES CONSEIL pour la surveillance du chantier de réfection et de pavage de la rue Deschênes
- 25) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour le paiement d'une facture à INFO-DIMANCHE pour la publication de l'avis public du lancement de l'appel d'offres public pour la réfection et le pavage de la rue Deschênes
- 26) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour l'embauche d'un préposé aux platebandes à temps partiel pour l'été 2025
- 27) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour un octroi de contrat à Construction Paul Thériault & Fils inc. pour la fourniture et l'installation de portes automatiques au Centre communautaire Innergex Viger-Denonville
- 28) **DEMANDE D'AUTORISATION** – Pour l'embauche d'une ressource temporaire pour la gestion de l'eau potable



SÉCURITÉ INCENDIE

- 29) **DÉPÔT DE DOCUMENT AU CONSEIL** – Rapport sur les activités de la sécurité incendie pour le mois d’avril 2025
- 30) **DEMANDE D’AUTORISATION** – Pour le paiement d’une facture à GAGNON IMAGE pour la production de deux affiches budgétées en 2025 pour le service incendie

SPORTS ET CULTURE ET VIE COMMUNAUTAIRE

- 31) **DEMANDE D’AUTORISATION** – Pour l’embauche des entraîneurs de l’édition 2025 du soccer municipal.
- 32) **DEMANDE D’AUTORISATION** – Pour le dépôt d’une demande de commandite pour le Parc Fruitier à BMR
- 33) **DEMANDE D’AUTORISATION** – Pour le dépôt d’une demande de commandite pour le Parc Fruitier à RONA
- 34) **DEMANDE D’AUTORISATION** – Pour le dépôt d’une demande de commandite pour le Parc Fruitier à GARANT
- 35) **DEMANDE D’AUTORISATION** – Pour le dépôt d’une demande de commandite pour le Parc Fruitier à DICKNER

URBANISME

- 36) **DEMANDE D’AUTORISATION** – Pour la démolition d’un bâtiment au 540, 1^{er} Rang

AFFAIRES NOUVELLES

- 37) Période des questions
- 38) Levée de l’assemblée

1. Ouverture de l’assemblée

Les membres présents à l’ouverture de la séance formant quorum, l’assemblée est déclarée régulièrement constituée par la présidente.

Résolution 25.05.109

2. Adoption de l’ordre du jour

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Renald Côté et unanimement résolu par les conseillers présents d’adopter l’ordre du jour tel que présenté et modifié.

Résolution 25.05.110

3. Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 14 avril 2025

Pièce CM-25-05-002

CONSIDÉRANT QUE les membres du Conseil ont individuellement pris connaissance du procès-verbal de la séance ordinaire du 14 avril 2025 présenté avec la pièce jointe en annexe de ce procès-verbal et portant la codification CM-25-05-002; et

CONSIDÉRANT QUE les membres de ce Conseil renoncent à sa lecture en assemblée publique.



EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Guillaume Tardif et unanimement résolu par les conseillers présents d’adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du 14 avril 2025.

Résolution 25.05.111

4. Présentation et approbation des comptes du mois d’avril 2025

Pièce CM-25-05-004

CONSIDÉRANT QUE le règlement 378-20 relatif aux règles de contrôle et de suivi budgétaire délègue certains pouvoirs d’autoriser des dépenses aux officiers municipaux;

CONSIDÉRANT QUE le paiement des comptes à payer pour le mois d’avril 2025 s’élève à 31 308.86 \$ et le paiement des comptes courants à 250 827.61 \$; et

CONSIDÉRANT QUE les membres du Conseil ont pris connaissance des comptes à payer et payés présentés avec la pièce jointe en annexe de ce procès-verbal et portant la codification CM-25-05-004.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR madame la conseillère Pâquerette Thériault et unanimement résolu par les conseillers présents d’approuver les comptes à payer et payés de la Municipalité de Saint-Épiphanie pour le mois d’avril 2025 qui se totalisent 282 136.47 \$.

Résolution 25.05.112

5. Autorisation des certificats de crédit pour le mois d’avril 2025

Pièce CM-25-05-005

CONSIDÉRANT QUE pour le mois d’avril 2025, des dépenses ont été effectuées dans les domaines municipaux de la voirie, l’administration, les sports et la culture et le Service incendie; et

CONSIDÉRANT QUE les membres du Conseil ont individuellement pris connaissance des certificats de crédit pour ce mois présenté avec la pièce jointe en annexe de ce procès-verbal et portant la codification CM-25-05-005.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Renald Côté et unanimement résolu par les conseillers présents d’entériner les certificats de crédit du mois d’avril 2025.

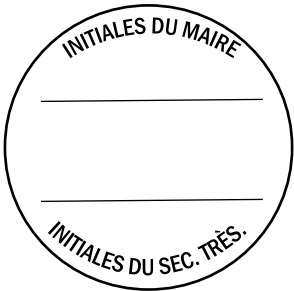
CERTIFICATS DE CRÉDIT – AVRIL 2025
ADM-25-04-003
V-25-04-003
L-25-04-003
SI-25-04-003

Résolution 25.05.113

6. Autorisation des engagements de crédit pour le mois de mai 2025

Pièce CM-25-05-006

CONSIDÉRANT QUE pour le mois de mai 2025, des dépenses seront



effectuées dans les domaines municipaux de la voirie, l’administration, les sports et la culture et le Service incendie; et

CONSIDÉRANT QUE les membres du Conseil ont individuellement pris connaissance des engagements de crédit pour le prochain mois présenté avec la pièce jointe en annexe de ce procès-verbal et portant la codification CM-25-05-006.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Nicolas Dionne et unanimement résolu par les conseillers présents d’entériner les engagements de crédit du mois de mai 2025.

ENGAGEMENTS DE CRÉDIT – MAI 2025
ADM-25-05-001
V-25-05-001
L-25-05-001
SI-25-05-001

7. **DÉPÔT DE LA CORRESPONDANCE**
*Pièces CM-25-05-008 / CM-25-05-039
(les points en bleu sont des hyperliens fonctionnels)*
1. [Mini-Scribe – Association des directeurs municipaux du Québec – Édition mai 2025](#)
 2. Lettre du citoyen Géald Lebel reçu le 8 mai 2025

ADMINISTRATION

8. **PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS au 31 décembre 2024 par l’auditeur MALLETTE**
Pièce CM-25-05-012

Madame Érika Gosselin, CPA auditrice chez MALLETTE S.E.N.C.R.L., procède à la présentation des grandes lignes devant le Conseil municipal des états financiers de la Municipalité au 31 décembre 2024. Ce rapport sera par la suite déposé dans les archives pertinentes.

Résolution 25.05.114

9. **DEMANDE D’AUTORISATION – Pour l’adoption des états financiers de la Municipalité au 31 décembre 2024**
Pièce CM-25-05-012

CONSIDÉRANT QUE la firme Mallette S.E.N.C.R.L. a été mandatée par la Municipalité de Saint-Épiphrane pour réaliser la vérification annuelle des états financiers de la Municipalité du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024;

CONSIDÉRANT QUE le rapport remis aux élus en assemblée est inclus dans la documentation du Conseil pour l’assemblée du mois de mai 2025 sous la codification CM-24-05-012; et

CONSIDÉRANT QUE les membres du Conseil en ont pris connaissance lors de la présentation précédente faite par l’auditrice de chez MALLETTE S.E.N.C.R.L.



EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Renald Côté et unanimement résolu par les membres présents du Conseil municipal d’adopter tel que présenté le rapport de la firme Mallette S.E.N.C.R.L. sur les états financiers de l’organisation municipale au 31 décembre 2024. Une copie dudit rapport sera transmise, par la trésorière adjointe, au ministère des Affaires municipales et de l’Habitation, conformément à la législation en vigueur et une autre sera téléversée sur le site Internet de la Municipalité.

Résolution 25.05.115

10. DEMANDE D’AUTORISATION – Pour l’adoption du règlement modifié sur la Paix et le Bon ordre

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphanie dispose déjà d’un règlement sur la paix et le bon ordre avec le règlement municipal numéro 363-19;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité souhaite améliorer son règlement en matière de nuisances sonores et olfactives, des rassemblements publics et de l’utilisation du Wi-Fi public municipal;

CONSIDÉRANT QUE les articles 4, 57, 58, 59 et 61 de la Loi sur les compétences municipales permettent aux municipalités locales de légiférer dans ces domaines pour le maintien de la paix, de la sécurité et du bon ordre;

CONSIDÉRANT QUE les modifications proposées visent à protéger la qualité de vie des résidents, tout en renforçant les pouvoirs d’intervention de la municipalité;

CONSIDÉRANT QU’un avis de motion a été donné par monsieur le conseiller Nicolas Dionne à la séance ordinaire du Conseil du 11 novembre 2024 afin d’abroger pour modification le règlement 363-19 relatif à la paix et au bon ordre;

CONSIDÉRANT QU’un dépôt pour étude de ce projet de règlement a été fait par madame la conseillère Pâquerette Thériault à la séance ordinaire du Conseil du 9 décembre 2024 avec la résolution de conseil numéro 24.12.311;

CONSIDÉRANT QUE tous les membres présents de ce Conseil déclarent avoir lu le projet de règlement dont copie leur a été transmise dans les délais prescrits par la loi et qu’ils ont renoncé à sa lecture; et

CONSIDÉRANT QUE l’objet et la portée de ce projet de règlement ont été mentionnés aux membres présents du Conseil.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Nicolas Dionne et unanimement résolu par les conseillers présents du Conseil municipal que le Conseil municipal, agissant à l’égard de son territoire, décrète, ordonne et statue, par le présent règlement, ce qui suit:



CHAPITRE I
DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES ET DÉCLARATOIRES

SECTION I DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie comme s’il était repris ci-après au long.

ARTICLE 2 : TITRE DU RÈGLEMENT

Le présent projet de règlement porte le titre de « *Règlement numéro XXX-25 modifiant le règlement municipal numéro 363-19 relatif à la paix et au bon ordre* ».

ARTICLE 3 : DÉFINITIONS

AUTORITÉ COMPÉTENTE	Tout employé désigné par la Direction générale de la Municipalité ou toute personne ou organisme avec lequel la municipalité a conclu une entente pour l’autoriser à appliquer le présent règlement de même que ses représentants et employés et tout membre de la Sûreté du Québec.
ENDROIT PUBLIC	Tout endroit ou propriété, privée ou publique, accessible au public en général.
FACULTÉES AFFAIBLIES	Le fait pour une personne d’avoir amoindri son jugement ou ses capacités sous l’effet de l’alcool, de médicaments et de drogues illicites ou licites.
NUISANCE SONORE	Tout bruit perceptible dont l’intensité dépassera les seuils fixés par ce règlement municipal.
NUISANCE OLFACTIVE	Odeur persistante ou répétée émanant d’une propriété industrielle, commerciale ou résidentielle causant un préjudice à l’usage paisible des lieux avoisinants.
WI-FI PUBLIC	Réseau Internet sans fil et sans frais mis à disposition du grand public dans des espaces définis.

SECTION II DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

ARTICLE 4 : OBJET

Le présent règlement décrète les balises relatives à la paix et au bon ordre sur le territoire municipal.



ARTICLE 5 : APPLICATION DE LA PRÉSENTE RÉGLEMENTATION

L'application du présent règlement est sous la responsabilité de tout employé désigné par la Direction générale de la Municipalité ou toute personne ou organisme avec lesquels la municipalité a conclu une entente pour l'autoriser à appliquer le présent règlement de même que ses représentants et employés et tout membre de la Sûreté du Québec.

ARTICLE 6 : POUVOIRS DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

L'autorité compétente exerce les pouvoirs qui lui sont confiés par le présent règlement et est tenue de faire observer les dispositions du règlement dans les limites de la municipalité.

ARTICLE 7 : VISITE DES LIEUX

L'autorité compétente est autorisée à visiter et à examiner, à toute heure raisonnable selon les circonstances, tout endroit public, de même que dans tout endroit privé, ainsi que l'intérieur ou l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque pour constater si les règlements de la municipalité y sont observés et exécutés.

ARTICLE 8 : PERMISSION DE VISITER

Tout propriétaire, locataire ou occupant d'une propriété, bâtiment ou édifice doit y laisser pénétrer l'autorité compétente et tout agent de la paix qui se présente à lui pour lui permettre la visite et l'examen des lieux.

CHAPITRE II DISPOSITIONS RELATIVES À LA PAIX ET AU BON ORDRE

ARTICLE 9 : CIVISME ET PRATIQUES SÉCURITAIRES

Toute personne présente dans un endroit public doit faire preuve en tout temps de civisme envers tout autre utilisateur d'un tel endroit public et s'assurer d'y adopter une ou des pratiques sécuritaires pour tous.

ARTICLE 10 : PRÉSENCE DES JEUNES ENFANTS DANS LES ENDROITS PUBLICS

Il est interdit à tout parent d'un enfant de moins de huit (8) ans ou à toute personne à qui la garde d'un enfant de moins de huit (8) ans est confiée de permettre la présence d'un tel enfant dans un endroit public, sans que cet enfant ne soit accompagné en tout temps d'une personne de quatorze (14) ans et plus qui en assure la surveillance et la sécurité.

ARTICLE 11 : SURVEILLANCE ET CONTRÔLE DES JEUNES ENFANTS

Toute personne qui accompagne un enfant de moins de huit (8) ans dans un endroit public doit maintenir une surveillance constante de l'enfant et être en mesure d'en assurer la sécurité.

ARTICLE 12 : RASSEMBLEMENT PUBLIC



- 12.1 Il est interdit de tenir un rassemblement public ou une réunion dans un endroit public appartenant à la municipalité, notamment dans les parcs, espaces verts ou autres terrains municipaux, sans avoir obtenu une autorisation préalable de la part du conseil municipal ou de la direction générale, selon le cas.

Est considéré comme un rassemblement public tout événement :

- 12.1.1 Réunissant 50 personnes ou plus, peu importe qu'il soit organisé de façon formelle ou informelle;
- 12.1.2 Ayant pour objet une activité sociale, récréative, culturelle, politique, communautaire, commémorative ou autre, incluant notamment les pique-niques de groupe, les rassemblements festifs, les manifestations ou toute autre rencontre organisée sur l'espace public.
- 12.2 Toute demande d'autorisation pour un rassemblement public doit être transmise au moins 10 jours ouvrables avant la tenue prévue de l'événement. Elle doit inclure :
- 12.2.1 La date, l'heure et la durée prévue du rassemblement;
- 12.2.2 Une brève description des activités prévues;
- 12.2.3 Le nombre estimé de participants; et
- 12.2.4 Les mesures envisagées pour limiter les nuisances sonores, assurer la sécurité et maintenir l'ordre sur les lieux.

La demande peut être déposée en personne au bureau municipal ou envoyée par courriel à l'adresse générale de la réception.

- 12.3 La décision d'autoriser ou non le rassemblement sera prise :
- 12.3.1 Par la direction générale si cela relève de sa compétence en vertu des règlements municipaux en vigueur; et
- 12.3.2 Par voie de résolution du conseil municipal dans tous les autres cas.
- 12.4 La municipalité se réserve le droit de refuser ou d'assortir de conditions toute autorisation si elle estime que le rassemblement:
- 12.4.1 Risque de perturber la tranquillité publique;
- 12.4.2 Enfreint les règlements municipaux ou les usages raisonnables du domaine public; et
- 12.4.3 Présente des enjeux de sécurité non atténués.

- 12.5 La décision rendue est finale et sans appel.

- 12.6 Tout rassemblement non autorisé ou non conforme à une autorisation accordée est passible des sanctions prévues aux articles 50 à 53 du présent règlement.

ARTICLE 13 : SOLLICITATION DANS UN ENDROIT PUBLIC

Il est interdit de faire de la sollicitation dans un endroit public propriété de la municipalité sauf lorsqu'une telle activité est spécifiquement autorisée par le conseil municipal lors d'événements publics ou spéciaux.

Dans de tels cas, toute personne désirant faire de la sollicitation doit détenir tout autre permis exigé par la réglementation municipale, l'avoir



en tout temps sur elle et être en mesure de l'exhiber à toute personne qui lui en fait la demande.

ARTICLE 14 : UTILISATION DU WI-FI PUBLIC MUNICIPAL

14.1 Les sites municipaux où un réseau Wi-Fi public municipal sans frais est disponible sont le centre communautaire Innergex Viger-Denonville et une partie avant de la façade du même bâtiment, la bibliothèque municipale et la Place du 150^e au Parc Desjardins.

14.2 Conditions d'accès :

14.2.1 L'accès au réseau Wi-Fi public fourni par la municipalité est réservé aux activités légales et conformes aux lois et règlements municipaux en vigueur.

14.2.2 Les utilisateurs doivent accepter les conditions d'utilisation affichées sur la page de connexion avant de pouvoir accéder au réseau.

14.3 Interdictions :

Il est strictement interdit d'utiliser le réseau Wi-Fi public municipal pour :

14.3.1 toute activité illégale;

14.3.2 la propagation de logiciels malveillants, virus ou autres activités nuisibles;

14.3.3 l'accès ou la diffusion de contenu inapproprié ou offensant; et

14.3.4 toute activité susceptible de perturber la tranquillité publique ou de nuire à l'intégrité physique d'une organisation.

14.4 Protection des utilisateurs :

La Municipalité peut restreindre l'accès à certains contenus ou sites inappropriés, notamment pour protéger les utilisateurs mineurs ou vulnérables.

14.5 Responsabilités de la Municipalité

14.5.1 La Municipalité n'est pas responsable des pertes de données, des interruptions de service ou des dommages résultant de l'utilisation de son réseau Wi-Fi public.

14.5.2 La surveillance de l'utilisation est limitée à des fins de sécurité et pour prévenir les abus, conformément aux lois applicables.

14.6 Partenariats techniques :

La Municipalité peut collaborer avec des fournisseurs tiers pour gérer le réseau et assurer la sécurité tout en respectant les lois en vigueur sur la protection de la vie privée des gens et des données.

ARTICLE 15 : FACULTÉS AFFAIBLIES

Il est interdit à toute personne d'avoir les facultés affaiblies par l'alcool, des drogues licites ou illicites ou toute autre substance dans un endroit public pouvant amoindrir le jugement ou les capacités de son consommateur.



**ARTICLE 16 : POSSESSION ET CONSOMMATION DE
BOISSONS ALCOOLISÉES**

Il est interdit à toute personne d'avoir en sa possession des boissons alcoolisées ou de consommer des boissons alcoolisées dans un endroit public, à l'exception des lieux où un permis émis en vertu de la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., c. P-9.1) a été consenti par la Régie des permis d'alcool du Québec.

**ARTICLE 17 : POSSESSION ET CONSOMMATION DE
DROGUES ILLICITES**

Il est interdit à toute personne d'avoir en sa possession des drogues illicites ou d'en consommer dans tout endroit public.

ARTICLE 18 : CONSOMMATION DE DROGUES LICITES

Il est interdit à toute personne de consommer ou d'avoir les facultés affaiblies par des drogues licites dans tous les lieux où l'interdiction pour le tabac est en vigueur ainsi que sur l'ensemble des propriétés municipales.

ARTICLE 19 : URINER OU DÉFÉQUER

Il est interdit à toute personne d'uriner ou de déféquer dans un endroit public de même que dans tout endroit privé sauf aux endroits aménagés à ces fins.

ARTICLE 20 : BATAILLES, INSULTES ET INJURES

Il est interdit à toute personne de se battre, d'assaillir, frapper, insulter ou injurier de quelque manière que ce soit une personne se trouvant dans un endroit public, de même que dans tout autre endroit privé ou de participer ou prendre part, de quelque façon que ce soit, à une bataille, rixe, attroupement, réunion désordonnée, émeute ou rébellion dans un endroit publics, ou dans tout autre endroit privé.

**ARTICLE 21 : DOMMAGES À LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE
ET PRIVÉE**

Il est interdit à toute personne d'endommager de quelque manière que ce soit, la propriété privée ou publique.

**ARTICLE 22 : DOMMAGES CAUSÉS AUX PLANTES,
ARBRES ET FLEURS**

Il est interdit à toute personne d'endommager, de quelque manière que ce soit un arbre, plante, pelouse, fleurs, lesquelles croissent dans un endroit public ou dans tout autre endroit privé.

**ARTICLE 23 : ACTES PROHIBÉS DANS UN ENDROIT
PUBLIC**

Il est interdit à toute personne de se tenir debout sur les bancs, de s'y coucher ou d'y occuper plus d'une place assise, de se tenir debout sur les tables de pique-nique ou de s'y coucher, de se tenir debout sur les poubelles ou d'y escalader les murs, immeubles, arbres, lampadaires,



clôtures et autres objets, bâtiments ou constructions situés dans un endroit public.

ARTICLE 24 : HEURES DE FERMETURE DES PARCS PUBLICS

Les parcs publics, terrains de récréation, agora et terrains de jeux situés dans les limites de la municipalité sont fermés entre 23 heures et 6 heures et il est interdit à toute personne de s'y trouver durant ces heures, sauf autorisation expresse du conseil municipal.

ARTICLE 25 : PISCINES ET JEUX D'EAU PUBLICS

Il est interdit à toute personne de se baigner ou de se retrouver dans l'enceinte d'une piscine publique extérieure ou d'une installation de jeux d'eau extérieure en dehors des périodes d'ouverture.

ARTICLE 26 : FLÂNERIES OU VAGABONDAGE

Il est interdit de flâner, de vagabonder ou de dormir dans un endroit public de même que dans tout autre endroit privé.

ARTICLE 27 : LANCER DES ORDURES SUR UN ENDROIT PUBLIC

Il est interdit à toute personne de jeter, lancer ou déposer des ordures, immondices, détritiques, déchets ou saletés quelconques dans tout endroit public, de même que dans tout autre endroit privé, à moins que ce ne soit dans une poubelle, un bac ou un récipient installé à cette fin.

ARTICLE 28 : ANIMAUX MORTS

Il est interdit à toute personne de jeter, lancer ou déposer un animal mort ou toute autre matière nuisible à la santé publique dans un endroit public de même que dans tout autre endroit privé.

ARTICLE 29 : LANCER DES PROJECTILES

Il est interdit à toute personne de jeter ou de lancer des projectiles ou autres objets quelconques dans ou sur un endroit public de même que dans tout autre endroit privé.

ARTICLE 30 : DÉFENSE DE LANCER DES ORDURES DANS TOUT TYPE DE COURS D'EAU

Il est interdit à toute personne de jeter, lancer ou déposer des ordures, immondices, détritiques, déchets, saletés quelconques, animaux morts ou toutes autres matières nuisibles dans tout type de cours d'eau.

ARTICLE 31 : DÉFENSE DE S'ATTROUPER OU DE JOUER

Il est interdit à toute personne de s'attroper, de jouer ou de se livrer à quelque jeu ou amusement dans tout endroit public non spécialement prévu à cette fin dont, notamment, dans une rue, ruelle, passage, trottoir, escalier, stationnement ou terrain ouvert à la circulation des véhicules routiers, de même que dans tout autre endroit privé sans avoir obtenu au préalable, l'autorisation écrite du propriétaire des lieux.



ARTICLE 32 : BRISER OU CREUSER DES TROUS DANS LES CHEMINS PUBLICS

Il est interdit à toute personne de briser un pavage, un trottoir, une traverse, un canal, ou un égout, de creuser des trous, des fossés ou des égouts dans une rue, un pavage ou un trottoir, de poser des fils, des conduits, des poteaux ou de poser des fixations ou autres objets sur les poteaux ou les lampadaires de la municipalité ou propriété de celle-ci, sans avoir obtenu au préalable, l'autorisation écrite du propriétaire des lieux et des biens.

ARTICLE 33 : ENLÈVEMENT ET TRANSPORT DE MATIÈRES AUX ENDROITS PRIVÉS ET PUBLICS

Il est interdit à toute personne d'enlever, de transporter, de faire enlever ou de faire transporter par d'autres de la terre, des pierres, du sable, du gravier dans ou sur un endroit public, de même que dans tout autre endroit privé, sans avoir obtenu au préalable, l'autorisation écrite du propriétaire des lieux.

ARTICLE 34 : OBSTRUCTION À LA CIRCULATION

Il est interdit à toute personne d'obstruer ou de gêner le passage des piétons, ou la circulation des voitures, dans tout endroit public de même que dans tout autre endroit privé.

ARTICLE 35 : ASSEMBLÉE PUBLIQUE

Il est interdit de troubler, incommoder ou nuire à la tenue ou au déroulement de toute assemblée publique, en faisant du bruit ou en ayant une conduite inconvenante dans le lieu même de cette assemblée ou près de ce lieu.

ARTICLE 36 : MENDIER

Il est interdit à toute personne, de mendier dans ou sur un endroit public de même que dans tout autre endroit privé, sans avoir obtenu au préalable, l'autorisation écrite du propriétaire des lieux.

ARTICLE 37 : OCCUPATION D'UNE MAISON

Il est interdit à toute personne de sonner, frapper ou cogner sans motif raisonnable aux portes ou aux fenêtres des maisons d'habitation ou sur ces maisons, en vue de troubler ou de déranger les occupants.

ARTICLE 38 : INTRUSION SUR LES PROPRIÉTÉS PRIVÉES

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans une cour, un jardin, une ruelle, un hangar, un garage ou une remise, d'escalader une clôture, de gravir un escalier ou une échelle, aux fins de surprendre une personne ou de voir ce qui se passe à l'intérieur d'une demeure, logis privé, salle particulière ou d'un local situé sur une propriété privée.

ARTICLE 39 : TRANQUILLITÉ DES PASSANTS

39.1 Il est interdit de déranger, d'incommoder, d'intimider ou de



menacer toute personne dans tout endroit public de même que dans tout autre endroit privé par des mots ou des paroles injurieuses, des gestes, ou un comportement persistant, ou autrement, pouvant faire naître une crainte raisonnable dans l'esprit de cette personne quant à sa sécurité, à celle des membres de sa famille ou de ses biens.

- 39.2 Il est également interdit à toute personne d'obstruer le passage ou la porte d'une maison ou d'une cour, d'un endroit public de même que dans tout autre endroit privé, de manière à embarrasser ou incommoder, de quelque manière que ce soit, les personnes qui doivent y passer.

ARTICLE 40 : INTERDICTION DE CAUSER DU TROUBLE OU DU BRUIT

Il est interdit à toute personne de causer, provoquer, faire ou permettre que soit causé, provoqué ou fait du trouble ou du bruit ou de la musique qui importune ou trouble la paix, la tranquillité, le confort, le repos ou le bien-être de toute autre personne ou qui est de nature à l'empêcher de faire un usage paisible de sa propriété ou de son local d'habitation.

ARTICLE 41 : NUISANCES

- 41.1 Il est interdit à tout propriétaire, occupant ou à toute personne responsable de la gestion ou de l'administration d'une maison, d'une bâtisse ou de toute autre propriété foncière ou bâtiment de tolérer dans ou sur ses maisons, cours, dépendances ou terrains, des ordures, immondices ou tout autre chose malpropre ou nuisible à la santé ou exhalant une mauvaise odeur ou toute chose de nature à causer des ennuis de quelque nature que ce soit ou à incommoder les voisins ou le public.

ARTICLE 42 : GESTION DES ARBRES, HAIES ET PLANTATIONS OBSTRUANT LA VOIE PUBLIQUE

- 42.1 Obligation d'entretien
Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un terrain est tenu de couper, émonder ou enlever tout arbre, haie, arbuste ou toute autre plantation lorsque ceux-ci :
- 42.1.1 entravent la circulation des véhicules ou des piétons;
 - 42.1.2 masquent la visibilité aux intersections, entrées privées ou passages piétonniers;
 - 42.1.3 posent un danger pour la sécurité publique.
- 42.2 Pouvoirs d'intervention de la Direction des Travaux publics
La Direction des Travaux publics est autorisée à :
- 42.2.1 effectuer les inspections requises;
 - 42.2.2 ordonner par avis écrit la coupe, l'émondage ou l'enlèvement des obstacles, dans un délai raisonnable indiqué;
 - 42.2.3 procéder à l'exécution des travaux aux frais du propriétaire ou de l'occupant, en cas de non-respect de l'avis.
- 42.3 Responsabilité de l'application
La Direction des Travaux publics de la Municipalité de Saint-



Épiphanie est expressément chargée de l'application de cet article, en remplacement de l'inspecteur municipal prévu au règlement de zonage numéro 157.

- 42.4 Mesures en cas de danger immédiat
En cas de danger immédiat pour la sécurité publique, la Direction des Travaux publics peut intervenir sans avis préalable pour couper ou enlever toute plantation constituant un obstacle, aux frais du propriétaire.

ARTICLE 43 : PÉRIMÈTRES DE SÉCURITÉ

Nul ne peut franchir, de quelque manière que ce soit, tout périmètre de sécurité établi par le personnel et les employés de la municipalité sans être accompagné, en tout temps, du responsable du site où un tel périmètre est érigé ou de toute personne désignée par lui.

ARTICLE 44 : ARMES BLANCHES

Il est interdit à toute personne de se trouver dans un endroit public de même que dans tout autre endroit privé en ayant notamment sur soi ou avec soi, un couteau, une épée, une machette ou tout autre objet similaire.

ARTICLE 45 : TIRS AU FUSIL

- 45.1 Il est interdit à toute personne de faire du tir au fusil, au pistolet ou autres armes à feu, à air comprimé ou à tout autre système, à une distance de moins de quatre cent cinquante mètres (450 mètres) de toute habitation, route, sentier linéaire, piste cyclable ou tout autre endroit public.
- 45.2 Le présent article ne s'applique pas aux personnes suivantes:
- 45.2.1 aux personnes faisant du tir dans les locaux ou sur les terrains d'un club de tir reconnu et approuvé par le procureur général de la province;
 - 45.2.2 aux fonctionnaires chargés de la conservation et de la protection de la faune et aux personnes compétentes tel un vétérinaire pour inoculer des tranquillisants à des animaux ou pour abattre tout animal jugé vicieux et dangereux pour la sécurité des gens ou lorsque sa capture comporte un danger;
 - 45.2.3 aux personnes se servant d'un instrument de tir conçu pour tirer des cartouches d'ancrage, des rivets explosifs ou d'autres munitions industrielles semblables; et
 - 45.2.4 aux agents de la paix ou aux fonctionnaires autorisés dans le cadre de leur travail sous réserve de toutes autres lois ou règlements régissant l'utilisation d'une arme à feu.

ARTICLE 46 : TIRS AVEC D'AUTRES FORMES D'ARMES

Il est interdit à toute personne de se servir d'une fronde, d'un arc, d'un tire-pois ou de toute autre arme de fabrication domestique sauf aux endroits désignés à cette fin et autorisés par le conseil municipal.

ARTICLE 47 : REFUS DE QUITTER UN ENDROIT

Il est interdit à toute personne de refuser de quitter, un endroit public de même que tout autre endroit privé lorsqu'elle en est sommée par un



policier, lequel agit à la demande du propriétaire, du locataire ou de l'occupant de ces lieux ou de leur représentant.

ARTICLE 48 : CIRCULAIRES

Il est interdit à toute personne de distribuer des circulaires, annonces, prospectus ou autres imprimés semblables dans un endroit public de même que dans tout autre endroit privé sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du propriétaire des lieux.

ARTICLE 49 : APPELS INJUSTIFIÉS

Il est interdit à quiconque de composer le numéro de téléphone du centre d'urgence 9-1-1 sans qu'il n'y ait une situation d'urgence nécessitant l'intervention d'un service d'urgence, dont notamment la Sûreté du Québec, le Service incendie, le Service ambulancier, le service de premier répondant, ou tout autre service d'urgence.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS PÉNALES

ARTICLE 50 : INFRACTION

Quiconque aide, conseille, encourage ou incite une autre personne à faire ou ne pas faire une chose qui constitue une infraction au présent règlement ou qui accomplit ou omet d'accomplir une chose ayant pour effet d'aider une autre personne à commettre une infraction commet lui-même cette infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour le contrevenant, que celui-ci ait été ou non poursuivi ou déclaré coupable.

ARTICLE 51 : AMENDES

Quiconque contrevient à l'article 49 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais :

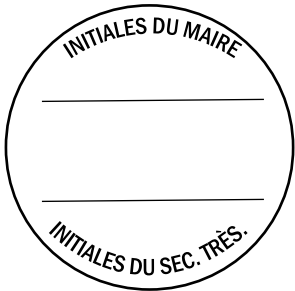
- 50.1 Pour une première infraction, d'une amende minimale de 500 \$ et maximale de 1 000 \$, si le contrevenant est une personne physique, et d'une amende minimale 1 000 \$ et maximale de 2 000 \$, s'il est une personne morale;
- 50.2 Pour toute récidive qui a lieu dans les deux ans de la déclaration de culpabilité du défendeur, d'une amende minimale de 1 000 \$ et maximale de 2 000 \$, si le contrevenant est une personne physique, et d'une amende minimale de 2 000 \$ et maximale de 4 000 \$, s'il est une personne morale.

ARTICLE 52 : INFRACTION CONTINUE

Toute infraction au présent règlement qui se continue pour plus d'une journée est considérée comme une infraction distincte et les pénalités édictées au présent règlement peuvent être imposées pour chaque jour où elle se continue.

ARTICLE 53 : EXERCICE DES RECOURS

La municipalité peut, aux fins de faire respecter les dispositions du présent règlement, exercer cumulativement ou alternativement les recours



prévus au présent règlement ainsi que tout autre recours de nature civile ou pénale qu’elle juge approprié.

CHAPITRE IV
DISPOSITION FINALE

ARTICLE 54 : ABROGATION DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Le présent règlement remplace et abroge l’ensemble des règlements, façons de faire ou conventions non écrites déjà en place et venant régler la paix et le bon ordre sur le territoire municipal.

ARTICLE 55 : RÉTROACTION

Il n’y aucune rétroaction de prévue pour cette réglementation.

ARTICLE 56 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément aux dispositions de la Loi.

DONNÉ À SAINT-ÉPIPHANE

Ce douzième (12^e) jour du mois de mai deux mil vingt-cinq (2025).

_____ Madame Rachelle Caron Mairesse	_____ Monsieur Stéphane Chagnon, M.A.P. Directeur général – secrétaire- trésorier
--	--

AVIS DE MOTION DU RÈGLEMENT	9 décembre 2024
ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT	9 décembre 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT	12 mai 2025
PROMULGATION DU RÈGLEMENT	13 mai 2025
ENTRÉE EN VIGUEUR DU RÈGLEMENT	13 mai 2025

Résolution 25.05.116

11 DEMANDE D’AUTORISATION – Pour l’envoi de la programmation partielle n°1 des dépenses municipales dans le cadre de l’édition 2024-2028 du Programme sur la taxe sur l’essence et la contribution du Québec (TECQ)

Pièce CM-25-05-037

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphanie a pris connaissance du Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre du Programme de transfert pour les infrastructures d’eau et collectives du Québec (TECQ) pour les années 2024 à 2028;

CONSIDÉRANT QU’elle se doit, par le fait même, de respecter les modalités de ce guide qui s’appliquent à elle pour recevoir la contribution



gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l’Habitation; et

CONSIDÉRANT QUE la documentation nécessaire à la prise de décision est présentée en annexe de ce procès-verbal et identifiée sous la codification CM-25-05-037.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR madame la conseillère Caroline Coulombe et unanimement résolu par les conseillers présents que la Municipalité :

- a) **S’ENGAGE** à respecter les modalités du guide qui s’appliquent à elle;
- b) **S’ENGAGE** à être la seule responsable et à dégager le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, aux exigences, aux pertes, aux dommages et aux coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l’aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2024-2028;
- c) **APPROUVE** le contenu et autorise l’envoi au ministère des Affaires municipales et de l’Habitation de cette programmation partielle des travaux numéro 1 ci-jointe et de tous les autres documents exigés par le Ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l’Habitation;
- d) **S’ENGAGE** à déposer annuellement une mise à jour de sa programmation de travaux durant la période du 1^{er} octobre au 15 février inclusivement;
- e) **S’ENGAGE** à réaliser les investissements autonomes qui lui sont imposés pour l’ensemble des cinq années du programme; et
- f) **S’ENGAGE** à informer le ministère des Affaires municipales et de l’Habitation de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvée par la présente résolution.

Résolution 25.05.117

12 DEMANDE D’AUTORISATION – Pour l’appui demandé par l’Association Multi-Défis

Pièce CM-25-05-009

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a reçu par la poste une demande de support financier de l’Association Multi-Défis;

CONSIDÉRANT QUE cette demande a été présentée aux élus épiphanois lors de leur dernier comité-plénier s’étant déroulé le 5 mai 2025; et

CONSIDÉRANT QUE la documentation nécessaire à la prise de décision des élus est présentée avec la pièce jointe en annexe de ce procès-verbal et portant la codification CM-25-05-009.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Renald Côté et unanimement résolu par les conseillers présents du Conseil municipal de refuser que la Municipalité supporte financièrement l’Association Multi-Défis.



13 **Résolution 25.05.118**
DEMANDE D'AUTORISATION – Pour l'édition 2025 de la Marche de la Société Alzheimer

Pièce CM-25-05-009

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a reçu une demande de support financier de l'édition 2025 de la Marche de la Société Alzheimer;

CONSIDÉRANT QUE cette demande a été présentée aux élus épiphanois lors de leur dernier comité-plénier s'étant déroulé le 5 mai 2025;

CONSIDÉRANT QUE la documentation nécessaire à la prise de décision des élus est présentée avec la pièce jointe en annexe de ce procès-verbal et portant la codification CM-25-05-009.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Guillaume Tardif et unanimement résolu par les conseillers présents du Conseil municipal de refuser que la Municipalité supporte financièrement l'édition 2025 de la Marche de la Société Alzheimer.

14 **Résolution 25.05.119**
DEMANDE D'AUTORISATION – Pour le positionnement municipal dans le dossier du refinancement du programme RénoRégion

Pièce CM-25-05-009

CONSIDÉRANT QUE la Société d'habitation du Québec (SHQ) a confirmé deux jours après la lecture du budget 2025-2026 du gouvernement du Québec l'abandon du programme RénoRégion, un programme essentiel pour aider les propriétaires-occupants les moins bien nantis de nos communautés, souvent des personnes âgées ou des familles monoparentales vivant en milieu rural, à corriger des défauts majeurs à leur modeste résidence;

CONSIDÉRANT QUE ce programme a permis de garder plusieurs milliers de personnes dans leur résidence, dans des milieux où fait aussi rage la crise du logement, où il n'y a aucun logement abordable ou encore moins d'habitations à loyer modique;

CONSIDÉRANT QU'il y a plus de mille familles sur les listes d'attente des MRC du Québec;

CONSIDÉRANT QUE la Fédération québécoise des municipalités (FQM) a demandé le 27 mars dernier au premier ministre du Québec, M. François Legault, de se préoccuper de nos citoyen(ne)s et familles les plus vulnérables en remédiant de façon urgente à la situation;

CONSIDÉRANT QUE cette demande est restée sans réponse et que les projets d'appartements modulaires de 24 et 36 unités dans quelques villes du Québec promus depuis par la ministre responsable de l'Habitation, Mme France-Élaine Duranceau, ne peuvent répondre aux besoins des régions;

CONSIDÉRANT QUE, bien que le programme RénoRégion ait coûté moins de 18 M\$ par année à l'État québécois et qu'il ne représente que 0,0001 % des dépenses globales, la ministre justifie ce choix pour des raisons de saine gestion des finances publiques;



CONSIDÉRANT QUE la subvention moyenne du programme est de 19 309 \$, une fraction des coûts réels de construction des nouveaux logements promus par la ministre;

CONSIDÉRANT QUE la FQM a déposé l’an dernier à la demande de la SHQ une série de propositions afin d’augmenter l’efficacité du programme et de le rendre plus accessible pour mieux répondre aux besoins à travers le Québec;

CONSIDÉRANT QUE la SHQ devait lancer une version bonifiée du programme RénoRégion à la suite de ses consultations en 2025;

CONSIDÉRANT QUE l’abolition de ce programme porte atteinte aux personnes les plus vulnérables de nos communautés; et

CONSIDÉRANT QUE la documentation nécessaire à la prise de décision des élus est présentée avec la pièce jointe en annexe de ce procès-verbal et portant la codification CM-25-05-009.

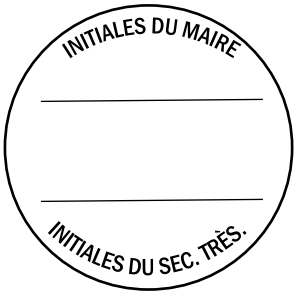
EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Renald Côté et unanimement résolu par les conseillers présents de demander au premier ministre du Québec Monsieur François Legault et à sa ministre responsable de l’Habitation, Madame France-Élaine Duranceau :

- a) **DE RELANCER** immédiatement le programme RénoRégion pour l’année financière 2025-2026 et de s’engager à assurer son financement à long terme;
- b) **DE RENDRE** à terme le processus de bonification du programme pour assurer une plus grande accessibilité dans toutes les régions du Québec; et
- c) **DE TRANSMETTRE** cette résolution aux personnes suivantes :
 - a. Monsieur François Legault, premier ministre du Québec;
 - b. Madame France-Élaine Duranceau, ministre responsable de l’Habitation;
 - c. Monsieur Éric Girard, ministre des Finances;
 - d. Monsieur Sébastien Schneeberger, député de Drummond–Bois-Francis, président de la Commission de l’aménagement du territoire de l’Assemblée nationale;
 - e. Madame Virginie Dufour, députée des Mille-Îles, porte-parole de l’opposition officielle en matière de logement;
 - f. Madame Christine Labrie, députée de Sherbrooke, porte-parole du deuxième groupe d’opposition en matière de logement;
 - g. Madame Catherine Gentilcore, députée de Terrebonne, porte-parole du troisième groupe d’opposition en matière de logement ;
 - h. Monsieur Jean Martel, président-directeur général de la Société d’habitation du Québec ;
 - i. Madame Amélie Dionne, députée de Rivière-du-Loup–Témiscouata;
 - j. Monsieur Jacques Demers, président de la Fédération québécoise des municipalités;

Résolution 25.05.120

15 DEMANDE D’AUTORISATION – Pour l’acceptation de l’offre des assurances collectives pour leur renouvellement

Ce point a été retiré de l’ordre du jour.



Résolution 25.05.121

16 **DEMANDE D’AUTORISATION – Transferts budgétaires**

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a procédé à des prévisions budgétaires pour l’année en cours; et

CONSIDÉRANT QUE des événements ou des développements ponctuels exigent des transferts de fonds budgétés.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Guillaume Tardif et unanimement résolu par les conseillers présents d’autoriser les officiers municipaux pour le mois de mai 2025 à faire les transferts de fonds suivants :

TRANSFERT DE MAI 2025

	Montant	Code du poste	Nom du poste	Département
Du compte	1 743 \$	02-33020-141	Salaires voiries hiver	Transport-voirie hiver
Au compte	1 743 \$	02-33020-52	Entretien et réparation – Garage municipal	Transport-voirie hiver

VOIRIE

Résolution 25.05.122

17 **DEMANDE D’AUTORISATION – Pour l’octroi d’un contrat à la firme AKIFER pour la mise à jour du puit d’eau municipal codifié P-1 suite à sa réhabilitation en 2024**

Pièce CM-25-05-014

CONSIDÉRANT QUE des travaux de réhabilitation ont été réalisés en 2024 sur le puits d’eau municipal P-1 et ont révélé une corrosion avancée du tubage, mettant en péril son intégrité structurale;

CONSIDÉRANT QUE le puits P-2 présente par ailleurs des concentrations élevées en sulfures, générant des nuisances olfactives pour les usagers du réseau d’aqueduc;

CONSIDÉRANT QUE la firme Groupe AKIFER a soumis une offre de services structurée en deux volets, soit :

- a) une étude préliminaire pour la reconstruction potentielle du puits P-1;
- b) un programme de gestion de l’aquifère exploité par les puits P-1 et P-2;

CONSIDÉRANT QUE cette offre comprend notamment la coordination d’un forage exploratoire, la préparation des appels d’offres pour un puisatier, l’analyse de faisabilité, l’inspection des équipements de mesure, ainsi que le traitement des données de pompage et de niveau d’eau souterraine;

CONSIDÉRANT QUE le contrat proposé s’élève à seize mille trois cent soixante-quinze dollars (16 375,00 \$) avant les taxes applicables, avec possibilité de frais additionnels selon les résultats du forage exploratoire



(durée des essais, nombre de sondes, matériel complémentaire);

CONSIDÉRANT QUE ce mandat est admissible au Programme TECQ 2024-2028 sous la priorité 2 – Études visant à améliorer la connaissance des infrastructures municipales, tel que le prévoit le Guide des modalités de versement;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité prévoit débiter ces travaux dès le retour en poste de la ressource humaine attitrée à la gestion des réseaux d’aqueduc et d’égout, ou à défaut, par l’embauche d’une ressource temporaire;

CONSIDÉRANT QUE cette démarche est jugée prioritaire pour la sécurisation à long terme de l’approvisionnement en eau potable; et

CONSIDÉRANT QUE la documentation nécessaire à la prise de décision est présentée en annexe de ce procès-verbal et identifiée sous la codification CM-25-05-014.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Guillaume Tardif et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **D’OCTROYER** un contrat à la firme Groupe AKIFER INC., pour la réalisation d’une étude préliminaire en vue de la reconstruction du puits P-1 et pour la mise en œuvre d’un programme de gestion de l’aquifère, pour un montant de seize mille trois cent soixante-quinze dollars (16 375,00 \$) avant les taxes applicables (avec possibilité de certains frais additionnels) et selon les modalités énoncées dans l’offre de services datée du 18 décembre 2024;
- b) **D’AUTORISER** la Direction générale à encadrer le lancement du mandat au moment jugé opportun, selon les ressources disponibles; et
- c) **DE FINANCER** ce mandat dans le cadre de l’édition 2024-2028 du Programme sur la taxe sur l’essence et la contribution du Québec (TECQ), en l’inscrivant dans la programmation municipale sous la priorité 2 – Études visant à améliorer la connaissance des infrastructures municipales.

Résolution 25.05.123

18 DEMANDE D’AUTORISATION – Pour l’annulation de la résolution de ce Conseil numéro 25.04.094 octroyant un contrat à la firme TRIFIDE pour l’auscultation des chaussées dans le cadre de la mise à jour du plan d’intervention des conduites et des chaussées demandées par l’édition 2024-2028 du Programme sur la taxe sur l’essence et la contribution du Québec (TECQ)

CONSIDÉRANT QUE, dans le cadre de l’édition 2024-2028 du Programme sur la taxe sur l’essence et la contribution du Québec (TECQ), la Municipalité de Saint-Épiphanie doit déposer un plan d’intervention (PI) à jour et conforme pour rendre admissibles ses projets d’infrastructures (égouts, aqueduc, voirie);

CONSIDÉRANT QUE la résolution 25.04.094, adoptée à la séance du 14 avril 2025, octroyait un contrat de cinq mille huit cent trente-quatre dollars (5 834,00 \$) avant les taxes applicables à la firme GROUPE TRIFIDE pour l’inspection des chaussées municipales, en vue de la mise à jour dudit plan d’intervention;



CONSIDÉRANT QUE cette décision s'appuyait sur les recherches disponibles à l'époque, lesquelles n'avaient pas permis d'identifier qu'un rapport de PI mis à jour en 2021 existait déjà;

CONSIDÉRANT QUE ce rapport de 2021 a été récemment retrouvé à la suite d'une revue approfondie des archives municipales, mais qu'il n'avait pas été repéré auparavant en raison d'un archivage erroné;

CONSIDÉRANT QUE le chargé de projet du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) a confirmé que :

- a) le PI de 2021 n'est pas complet puisqu'il n'inclut pas d'inspections de conduites souterraines;
- b) les données de chaussées qu'il contient demeurent utilisables pour produire un PI à jour en 2025;
- c) une nouvelle auscultation ne sera exigée qu'à compter de 2026 pour les chaussées de hiérarchisation I;

CONSIDÉRANT QUE le contrat de production complète du PI a déjà été attribué à la firme Bouchard Services Conseil, en vertu de la résolution 25.02.045, pour inclure tant les inspections requises que la rédaction finale du rapport; et

CONSIDÉRANT QUE le mandat octroyé à Trifide est devenu redondant et inutile dans ce contexte, qu'il n'a pas été démarré, et qu'aucuns frais n'ont été engagés.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Guillaume Tardif et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **D'ANNULER** la résolution numéro 25.04.094 dans son intégralité, considérant que le contrat octroyé à la firme GROUPE TRIFIDE pour l'auscultation des chaussées est devenu inutile à la lumière des nouvelles informations reçues du MAMH;
- b) **DE RETIRER** du plan de suivi administratif tout engagement contractuel ou budgétaire rattaché à ce mandat; et
- c) **D'AJOUTER** la mention d'annulation de la résolution 25.04.094 au registre des délibérations du Conseil.

Résolution 25.05.124

19 DEMANDE D'AUTORISATION – Pour l'octroi d'un contrat de gré à gré pour des réparations d'urgence sur des ponceaux du réseau routier épiphanois

CONSIDÉRANT QUE le dégel printanier de 2025 a fragilisé la structure de plusieurs chemins municipaux, rendant certaines sections particulièrement dangereuses pour la sécurité des usagers et la préservation des infrastructures;

CONSIDÉRANT QUE deux ponceaux en particulier ont été identifiés par les services techniques comme nécessitant une intervention immédiate, en raison de leur état critique et de l'importance stratégique des chemins concernés pour la circulation locale;

CONSIDÉRANT QUE malgré les inconvénients temporaires occasionnés par la fermeture de ces chemins, le Conseil municipal a jugé prioritaire de préserver le bien commun, la sécurité des usagers et la pérennité des réseaux routiers;



CONSIDÉRANT QU'un appel de prix a été lancé de façon accélérée auprès d'entrepreneurs de la région afin d'identifier une solution rapide et conforme;

CONSIDÉRANT QUE deux entrepreneurs ont visité les lieux et déposé des soumissions pour réaliser les travaux, soit :

- a) l'entreprise Bourgoin Dickner Excavation, pour un montant de dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-un dollars (17 981,00 \$) avant les taxes applicables;
- b) l'entreprise Albert Castonguay & Fils inc., pour un montant de quinze mille trois cent soixante dollars (15 360,00 \$) avant les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE la soumission de l'entreprise Albert Castonguay & Fils inc. est la plus avantageuse au regard du prix et des disponibilités, et qu'elle répond aux besoins identifiés;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité analysera dans les prochains mois la possibilité d'intégrer ces travaux dans une future programmation du Programme sur la taxe sur l'essence et la contribution du Québec (TECQ 2024-2028), sous la priorité 4 liée à la voirie locale;

CONSIDÉRANT QUE, si cette intégration n'est pas possible, la dépense sera absorbée à l'automne 2025 à même certains revenus supplémentaires non budgétés attendus, tels que l'éolien, les mutations immobilières ou la taxation;

CONSIDÉRANT QUE la source de financement finale fera l'objet d'une régularisation comptable dans les prochains mois, et que le Conseil sera informé de l'orientation retenue par l'Administration à cet effet; et

CONSIDÉRANT QUE la documentation nécessaire à la prise de décision est jointe en annexe au présent procès-verbal, sous la codification CM-25-05-038;

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR madame la conseillère Pâquerette Thériault et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **D'OCTROYER** un contrat à l'entreprise Albert Castonguay & Fils inc. pour la réalisation de travaux de remplacement de deux ponceaux sur les chemins municipaux, pour un montant total de quinze mille trois cent soixante dollars (15 360,00 \$) avant les taxes applicables;
- b) **D'AUTORISER** le lancement immédiat du chantier selon les modalités de la soumission retenue et présentée dans la pièce codifiée CM-25-05-038;
- c) **DE MANDATER** l'Administration municipale à confirmer la source de financement définitive de ce mandat dans les mois à venir, selon les avenues identifiées.

Résolution 25.05.125

20 DEMANDE D'AUTORISATION – Pour un octroi de contrat à TACTIC TELECOM pour le chantier de stabilisation de l'Internet au réservoir d'eau municipal et pour le paiement de la facture lié au dépôt demandé pour débiter ledit chantier

Pièce CM-25-05-029



CONSIDÉRANT QUE, par la résolution numéro 24.12.335, la Municipalité de Saint-Éphane a intégré au plan triennal des immobilisations 2025-2027 une somme de quatre mille cinq cents dollars (4 500,00 \$) pour un projet de stabilisation de l'Internet au réservoir d'eau municipal;

CONSIDÉRANT QUE ce projet est admissible à l'édition 2024-2028 du Programme sur la taxe sur l'essence et la contribution du Québec (TECQ), dans la priorité 1 – Mise à niveau des installations d'eau potable et d'eaux usées, conformément au Guide des modalités de versement;

CONSIDÉRANT QUE la firme TACTIC TELECOM a déposé une soumission (TTSO-00144) en date du 17 avril 2025, pour un montant de quatre mille cent seize dollars et trente cents (4 116,30 \$) avant les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE cette soumission couvre notamment :

- a) la fourniture et l'enfouissement de 1 500 pieds de câble de fibre optique extérieur;
- b) la terminaison des fibres aux extrémités;
- c) l'installation d'un routeur, d'un commutateur, d'un contrôleur Omada, de convertisseurs et d'un point d'accès WiFi dans le bâtiment du réservoir;

CONSIDÉRANT QUE la qualité et la stabilité de cette connexion sont essentielles pour assurer le suivi en temps réel des installations critiques en eau potable;

CONSIDÉRANT QUE TACTIC TELECOM exige un dépôt de cinquante pour cent (50 %), soit un montant de deux mille cinquante-huit dollars et quinze cents (2 058,15 \$), pour enclencher le processus d'approvisionnement et planifier les travaux; et

CONSIDÉRANT QUE la documentation nécessaire à la prise de décision est présentée en annexe de ce procès-verbal et identifiée sous la codification CM-25-05-029.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR madame la conseillère Caroline Coulombe et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **D'OCTROYER** un contrat à la firme TACTIC TELECOM, pour la stabilisation de l'infrastructure Internet au réservoir d'eau municipal, pour un montant total de quatre mille cent seize dollars et trente cents (4 116,30 \$) avant les taxes applicables, selon les modalités de la soumission numéro TTSO-00144;
- b) **D'AUTORISER** le paiement du dépôt exigé de deux mille cinquante-huit dollars et quinze cents (2 058,15 \$), comme indiqué sur la pièce codifiée CM-25-05-029; et
- c) **DE FINANCER** cette dépense dans le cadre de l'édition 2024-2028 du Programme TECQ, sous la priorité 1 – Eau potable.

Résolution 25.05.126

- 21 **DEMANDE D'AUTORISATION – Pour l'octroi d'un contrat à PERMALIGNE pour l'application d'une peinture blanche sur toute la surface asphaltée de la patinoire municipale**

Pièce CM-25-05-030A



CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphanie souhaite procéder à un projet de rafraîchissement de la surface asphaltée de la patinoire municipale, en y appliquant une peinture de recouvrement afin d’en améliorer l’aspect et la durabilité;

CONSIDÉRANT QUE l’application d’une peinture blanche permettra de limiter l’accumulation de chaleur sur la surface asphaltée pendant la période estivale;

CONSIDÉRANT QUE ce projet est admissible à l’édition 2024-2028 du Programme sur la taxe sur l’essence et la contribution du Québec (TECQ), dans le cadre de la mise à niveau des infrastructures communautaires extérieures;

CONSIDÉRANT QUE la firme PERMALIGNE inc., fournisseur habituel de la Municipalité pour les travaux de marquage, a déposé une soumission en date du 5 septembre 2024, identifiée sous la codification CM-25-05-030A, au montant de neuf mille huit cent deux dollars et huit cents (9 802,08 \$) avant les taxes applicables pour l’application de la peinture blanche sur l’ensemble de la surface;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont été planifiés pour débiter dans la semaine du 5 mai 2025, sous réserve de conditions météorologiques favorables; et

CONSIDÉRANT QUE la documentation nécessaire à la prise de décision est jointe en annexe du présent procès-verbal et identifiée sous la codification CM-25-05-030A.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Renald Côté et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **D’OCTROYER** un contrat à la firme PERMALIGNE inc., pour l’application d’une peinture blanche sur toute la surface asphaltée de la patinoire municipale, pour un montant total de neuf mille huit cent deux dollars et huit cents (9 802,08 \$) avant les taxes applicables, selon les modalités énoncées dans la soumission codifiée CM-25-05-030A;
- b) **D’AUTORISER** le début des travaux dès que les conditions météorologiques le permettront, à compter de la semaine du 5 mai 2025;
- c) **DE FINANCER** cette dépense dans le cadre de l’édition 2024-2028 du Programme TECQ.

Résolution 25.05.127

22 **DEMANDE D’AUTORISATION – Pour l’octroi d’un contrat à PERMALIGNE pour la confection de lignes de terrains de sports pour la pratique du basketball, du pickleball et du tennis sur la patinoire municipale**

Pièce CM-25-05-030B

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphanie souhaite compléter l’aménagement de la patinoire municipale en y traçant des lignes de terrains pour la pratique estivale de sports variés, notamment le basketball, le pickleball et le tennis;

CONSIDÉRANT QUE ces interventions font partie intégrante du projet de revitalisation de la surface asphaltée de la patinoire municipale amorcé



au printemps 2025;

CONSIDÉRANT QUE ce projet est admissible à l'édition 2024-2028 du Programme sur la taxe sur l'essence et la contribution du Québec (TECQ), dans le cadre du volet infrastructures communautaires extérieures;

CONSIDÉRANT QUE la firme PERMALIGNE inc., fournisseur reconnu par la Municipalité pour ses travaux de marquage au sol, a déposé une soumission en date du 14 novembre 2024, identifiée sous la codification CM-25-05-030B, pour un montant de trois mille cent soixante-seize dollars et vingt-cinq cents (3 176,25 \$) avant les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont été planifiés pour débiter dans la semaine du 5 mai 2025, sous réserve de conditions météorologiques favorables; et

CONSIDÉRANT QUE la documentation nécessaire à la prise de décision est jointe en annexe du présent procès-verbal et identifiée sous la codification CM-25-05-030B.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Guillaume Tardif et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **D'OCTROYER** un contrat à la firme PERMALIGNE inc., pour la confection de lignes sportives destinées à la pratique du basketball, du pickleball et du tennis sur la patinoire municipale, pour un montant total de trois mille cent soixante-seize dollars et vingt-cinq cents (3 176,25 \$) avant les taxes applicables et selon les modalités énoncées dans la soumission codifiée CM-25-05-030B;
- b) **D'AUTORISER** l'exécution des travaux dès que les conditions météorologiques le permettront, à compter de la semaine du 5 mai 2025; et
- c) **DE FINANCER** cette dépense dans le cadre de l'édition 2024-2028 du Programme TECQ.

Résolution 25.05.128

23 DEMANDE D'AUTORISATION – Pour l'octroi d'un contrat à la firme BOUCHARD SERVICES CONSEIL pour la surveillance du chantier de pavage du 1^{er} Rang

Pièce CM-25-05-031A

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphanie a octroyé, par la résolution 25.04.095, un contrat à la firme Groupe Colas inc. pour la réfection de l'asphaltage et de certains éléments de sécurité sur le 1^{er} Rang, dans le cadre du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL);

CONSIDÉRANT QUE la firme BOUCHARD SERVICES CONSEIL a été impliquée dans la conception des plans et devis de ce projet, tel qu'autorisé par la résolution 24.03.075;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite procéder à l'octroi d'un mandat de surveillance partielle des travaux, afin d'assurer la qualité, la conformité et la reddition de comptes liée au chantier;

CONSIDÉRANT QUE l'offre de service déposée par la firme BOUCHARD SERVICES CONSEIL, datée du 2 avril 2025, prévoit : :



- a) Trois (3) jours de surveillance continue lors des travaux d'excavation;
- b) trois (3) visites ponctuelles de trois heures chacune lors des opérations de pavage;
- c) la coordination générale, l'analyse des soumissions, la vérification technique, les recommandations de paiement et l'attestation des travaux réalisés;

CONSIDÉRANT QUE les activités de surveillance excluent l'analyse des sols et des matériaux, comme indiqué dans l'offre;

CONSIDÉRANT QUE le montant total du contrat est établi à neuf mille cent cinq dollars (9 105,00 \$) avant les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE les frais de surveillance sont admissibles au montage financier du PAVL et pourront, au besoin, être complétés par la TECQ 2024-2028; et

CONSIDÉRANT QUE la documentation nécessaire à la prise de décision est jointe en annexe au présent procès-verbal et identifiée sous la codification CM-25-05-031A.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Guillaume Tardif et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **D'OCTROYER** un contrat à la firme BOUCHARD SERVICES CONSEIL, pour la surveillance partielle du chantier de pavage du 1er Rang, pour un montant total de neuf mille cent cinq dollars (9 105,00 \$) avant les taxes applicables, selon les modalités de l'offre présentée dans la pièce codifiée CM-25-05-031A;
- b) **D'AUTORISER** le lancement du mandat dès le début des travaux par l'entrepreneur Groupe Colas inc.; et
- c) **DE FINANCER** ce mandat dans le cadre du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL), avec complément au besoin par la TECQ 2024-2028.

Résolution 25.05.129

24 DEMANDE D'AUTORISATION – Pour l'octroi d'un contrat à la firme BOUCHARD SERVICES CONSEIL pour la surveillance du chantier de réfection et de pavage de la rue Deschênes

Pièce CM-25-05-031B

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphrane prévoit procéder à la réfection des conduites pluviales sur la rue Deschênes dans le cadre de son plan global de modernisation des infrastructures municipales;

CONSIDÉRANT QUE la firme BOUCHARD SERVICES CONSEIL a été mandatée pour la conception des plans et devis, par résolution 24.03.075, et connaît déjà les exigences techniques du projet;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite s'assurer d'un suivi rigoureux des travaux sur place, en octroyant un mandat de surveillance complète pour une durée estimée à quarante (40) jours ouvrables;

CONSIDÉRANT QUE l'offre de service déposée par la firme BOUCHARD SERVICES CONSEIL, datés du 2 avril 2025, prévoit



notamment :

- a) la surveillance quotidienne en chantier et au bureau;
- b) la gestion documentaire et la coordination technique;
- c) la vérification des dessins, la recommandation de paiement et l'attestation finale des travaux;

CONSIDÉRANT QUE les activités de surveillance excluent la vérification des sols et matériaux, comme indiqué dans la soumission;

CONSIDÉRANT QUE le montant du contrat est établi à cinquante-deux mille quinze dollars (52 015,00 \$) avant les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE cette dépense est admissible au montage financier du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) et peut, au besoin, être complétée par la TECQ 2024-2028; et

CONSIDÉRANT QUE la documentation nécessaire à la prise de décision est jointe en annexe au présent procès-verbal et identifiée sous la codification CM-25-05-031B.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Guillaume Tardif et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **D'OCTROYER** un contrat à la firme BOUCHARD SERVICES CONSEIL, pour la surveillance complète du chantier de réfection et de pavage de la rue Deschênes, pour un montant total de cinquante-deux mille quinze dollars (52 015,00 \$) avant les taxes applicables, selon les modalités de l'offre présentée dans la pièce codifiée CM-25-05-031B;
- b) **D'AUTORISER** la Direction générale à enclencher le mandat dès l'adjudication du contrat d'exécution des travaux par voie d'appel d'offres; et
- c) **DE FINANCER** cette dépense dans le cadre du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL), avec complément possible via la TECQ 2024-2028.

Résolution 25.05.130

25 DEMANDE D'AUTORISATION – Pour le paiement d'une facture à INFO-DIMANCHE pour la publication de l'avis public du lancement de l'appel d'offres public pour la réfection et le pavage de la rue Deschênes

Pièce CM-25-05-033

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphrane a procédé, en mars 2025, au lancement d'un appel d'offres public pour l'octroi d'un contrat relatif à la réfection du pavage et de certaines sections de conduites pluviales sur la rue Deschênes;

CONSIDÉRANT QUE les obligations légales en matière de marchés publics exigent la publication d'un avis dans un média local reconnu, notamment pour assurer la transparence du processus d'octroi de contrat;

CONSIDÉRANT QUE la facture reçue (numéro 354748) du quotidien *Info-Dimanche*, au montant de cent soixante-sept dollars (167 \$) avant taxes, est directement liée à la publication de cet avis public requis et constitue une dépense admissible dans la reddition de comptes du projet;



CONSIDÉRANT QUE cette dépense est à inscrire dans les frais indirects du projet; et

CONSIDÉRANT QUE la documentation nécessaire à la prise de décision est présentée en annexe de ce procès-verbal et identifiée sous la codification CM-25-05-033.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR madame la conseillère Pâquerette Thériault et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **D'AUTORISER** le paiement de la facture du quotidien *Info-Dimanche* au montant de cent soixante-sept dollars (167 \$) avant taxes;
- b) **D'IMPUTER** cette dépense aux frais indirects du projet de la réfection du pavage et de certaines sections de conduites pluviales sur la rue Deschênes, comme prévu dans la convention d'aide financière du Programme d'aide à la voirie locale; et
- c) **DE CHARGER** l'administration municipale de procéder à l'intégration de cette dépense dans la reddition de comptes à venir liée au projet visé.

Résolution 25.05.131

26 DEMANDE D'AUTORISATION – Pour l'embauche d'un préposé aux platebandes à temps partiel pour l'été 2025

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphanie prévoit réaliser l'entretien des platebandes municipales durant l'été 2025, dans le cadre de ses opérations saisonnières d'embellissement du territoire;

CONSIDÉRANT QUE ce poste a été budgété à raison de quatre (4) heures par semaine pendant une durée de douze (12) semaines;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage du poste a été effectué à l'hiver 2025 sur l'ensemble des médias municipaux;

CONSIDÉRANT QUE pour assumer ce mandat à l'été 2025, la direction recommande l'embauche de M. François-Xavier Dessureault, citoyen horticole à ses heures et qui possède une expertise concrète en entretien végétal;

CONSIDÉRANT QUE cette expertise permettra une approche plus efficace et durable dans l'entretien des végétaux, notamment par le réemploi de plantes existantes, réduisant ainsi les achats de nouveaux végétaux;

CONSIDÉRANT QUE Monsieur Dessureault a reçu une offre d'embauche conditionnelle de la part de la Direction générale sous réserve de sa confirmation officielle par le Conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE l'écart budgétaire résultant de cette embauche sera compensé par les économies prévues sur les coûts de revitalisation des platebandes, à même les crédits déjà disponibles au budget; et

CONSIDÉRANT QUE l'embauche d'une ressource qualifiée dans ce contexte contribuera à rehausser la qualité, l'efficacité et la pérennité des aménagements paysagers municipaux.



EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Guillaume Tardif et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **D’EMBAUCHER** M. François-Xavier Dessureault comme préposé aux platebandes pour l’été 2025, pour une durée de douze (12) semaines à raison de quatre (4) heures par semaine.
- b) **D’AUTORISER** la Direction générale à encadrer l’entrée en poste, selon l’échéancier prévu; et
- c) **DE FINANCER** cette embauche à même les crédits budgétaires déjà alloués, en procédant à une réaffectation interne des sommes initialement prévues pour la revitalisation des platebandes municipales.

Résolution 25.05.132

27 DEMANDE D’AUTORISATION – Pour un octroi de contrat à Construction Paul Thériault & Fils inc. pour la fourniture et l’installation de portes automatiques au Centre communautaire Innergex Viger-Denonville

Pièce CM-25-05-028

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphanie a reçu la confirmation d’une subvention de 25 000 \$ dans le cadre du Programme Nouveaux Horizons pour les aînés pour un projet visant à améliorer l’accessibilité universelle dans ses bâtiments publics;

CONSIDÉRANT QUE la résolution 24.09.218 prévoyait l’ajout d’une somme de 2 500 \$ provenant du surplus accumulé non affecté afin de compléter le montage financier du projet;

CONSIDÉRANT QUE ce projet s’inscrit dans une démarche de mise à niveau des infrastructures municipales visant à répondre aux normes d’accessibilité universelle et à favoriser l’inclusion des personnes à mobilité réduite;

CONSIDÉRANT QUE la firme Construction Paul Thériault & Fils inc. a déposé une soumission datée du 12 septembre 2024, identifiée sous la codification CM-25-05-028, pour un montant total de 19 250,00 \$ avant les taxes applicables, comprenant :

- a) la fourniture et l’installation de deux (2) opérateurs de portes pour la salle communautaire;
- b) la fourniture et l’installation de deux (2) opérateurs de portes pour les bureaux municipaux;

CONSIDÉRANT QUE la soumission précise que certains éléments sont exclus, notamment les travaux de peinture, les modifications de la quincaillerie existante, les réparations connexes, ainsi que l’installation électrique, laquelle sera réalisée séparément dans un second temps;

CONSIDÉRANT QUE l’installation initiale des équipements est planifiée en mai 2025, sous réserve de la coordination du branchement électrique dans les semaines suivantes; et

CONSIDÉRANT QUE la documentation nécessaire à la prise de décision est jointe en annexe au présent procès-verbal et identifiée sous la codification CM-25-05-028;

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le



conseiller Nicolas Dionne et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **D'OCTROYER** un contrat à Construction Paul Thériault & Fils inc., pour la fourniture et l'installation de quatre (4) opérateurs de portes automatiques au Centre communautaire Innergex Viger-Denonville et aux bureaux municipaux, pour un montant total de dix-neuf mille deux cent cinquante dollars (19 250,00 \$) avant les taxes applicables, selon les modalités énoncées dans la soumission codifiée CM-25-05-028;
- b) **D'AUTORISER** le début des travaux selon les modalités convenues entre les parties et selon la disponibilité de l'entrepreneur et des sous-traitants concernés;
- c) **DE FINANCER** ce projet à même la subvention obtenue dans le cadre du Programme Nouveaux Horizons pour les aînés, bonifiée d'un montant de 2 500 \$ provenant du surplus accumulé non affecté, comme prévu par la résolution 24.09.218.

Résolution 25.05.133

28 **DEMANDE D'AUTORISATION – Pour l'embauche d'une ressource temporaire pour la gestion de l'eau potable**

Pièces CM-25-05-040 et CM-25-05-041

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphanie fait actuellement face à une instabilité dans la gestion de son réseau d'eau potable et d'eaux usées, en raison de l'absence prolongée de la ressource attitrée au poste;

CONSIDÉRANT QUE les démarches intermunicipales entreprises à ce jour pour identifier un soutien externe n'ont pas permis de solutionner durablement la situation;

CONSIDÉRANT QUE la direction municipale a identifié une ressource qualifiée et disponible rapidement, afin d'assurer un encadrement temporaire sécuritaire, conforme et structurant du service;

CONSIDÉRANT QUE cette solution est la seule viable à court terme pour limiter les risques réglementaires et techniques associés au maintien des services essentiels;

CONSIDÉRANT QUE les conditions proposées à la candidate identifiée, de même que l'analyse ayant mené à cette recommandation, sont détaillées dans les pièces jointes codifiées CM-25-05-040 et CM-25-05-041; et

CONSIDÉRANT QUE cette embauche demeure conditionnelle à la réception d'un rapport favorable à l'enquête sur les antécédents judiciaires, conformément aux pratiques en vigueur.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Guillaume Tardif et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **D'AUTORISER** l'embauche temporaire d'une ressource qualifiée au service de l'eau potable et des eaux usées, selon les conditions administratives décrites dans les pièces codifiées CM-25-05-040 et CM-25-05-041;
- b) **DE CONDITIONNER** cette embauche à la réussite de l'enquête sur les antécédents judiciaires;



- c) **DE MANDATER** l'Administration municipale à procéder aux démarches nécessaires pour assurer la prise de poste, la coordination du mandat, ainsi que l'évaluation de la situation en fonction de son évolution à moyen terme.

SÉCURITÉ INCENDIE

29 **DÉPÔT DE DOCUMENT AU CONSEIL – Rapport du mois d'avril 2025 sur les activités du service de sécurité incendie**

Pièce CM-25-04-010

La Direction générale, Monsieur Stéphane Chagnon, procède à la présentation des grandes lignes devant le Conseil municipal du rapport mensuel des activités du Service de sécurité incendie pour le mois d'avril 2025. Ce rapport sera par la suite déposé dans les archives pertinentes.

Résolution 25.05.134

30 **DEMANDE D'AUTORISATION – Pour le paiement d'une facture à GAGNON IMAGE pour la production de deux affiches budgétées en 2025 pour le service incendie**

Pièce CM-25-05-027

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphanie a prévu, au budget 2025, une somme de 1 500 \$ pour la conception et l'installation d'une nouvelle affiche de prévention incendie, incluant la structure de soutien à fabriquer par le service de la voirie;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a également prévu une somme distincte de 900 \$ pour la confection et le remplacement d'une affiche d'identification à l'entrée de la caserne incendie;

CONSIDÉRANT QUE ces deux projets ont été planifiés et autorisés dans le cadre des prévisions budgétaires 2025, adoptées par la résolution de ce Conseil numéro 24.12.232;

CONSIDÉRANT QUE la firme GAGNON IMAGE a déposé une facture datée du 22 avril 2025 et qui incluent les éléments suivants :

- a) deux (2) panneaux de prévention incendie de format 48" x 96", au coût total de 950,00 \$ avant taxes;
- b) un (1) panneau d'identification de la caserne incendie de format 72" x 36", au coût de 375,00 \$ avant taxes;
- c) les frais de montage graphique préproduction au montant de 150,00 \$ avant taxes;

CONSIDÉRANT QUE le total de la facture s'élève à mille quatre cent soixante-quinze dollars (1 475,00 \$) avant les taxes applicables, soit un montant conforme aux prévisions budgétaires; et

CONSIDÉRANT QUE la documentation nécessaire à la prise de décision est jointe en annexe au présent procès-verbal et identifiée sous la codification CM-25-05-027.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Guillaume Tardif et unanimement résolu par les conseillers présents :



- a) **D'AUTORISER** le paiement de la facture soumise par la firme GAGNON IMAGE, pour un montant de mille quatre cent soixante-quinze dollars (1 475,00 \$) avant les taxes applicables, tel que détaillé dans la pièce codifiée CM-25-05-027; et
- b) **DE FINANCER** cette dépense à même les crédits budgétaires 2025 du service de sécurité incendie, conformément aux prévisions adoptées par la résolution 24.12.232.

SPORTS, CULTURE ET VIE COMMUNAUTAIRE

Résolution 25.05.135

31 DEMANDE D'AUTORISATION – Pour l'embauche des entraîneurs de l'édition 2025 du soccer municipal

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphanie offre chaque année à ses citoyens un service de soccer municipal et intermunicipal, favorisant la pratique sportive, l'engagement communautaire et le développement des jeunes;

CONSIDÉRANT QUE les entraîneurs de l'année antérieure, soit Madame Clémence Dionne et Monsieur Benoît Plourde-Lafrance, ont manifesté leur intérêt à poursuivre leur implication pour la saison estivale 2025;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a reçu une nouvelle candidature prometteuse en la personne de Madame Maxim Labrie, qui a été recommandée pour rejoindre l'équipe d'encadrement;

CONSIDÉRANT QUE la technicienne du Service des sports, de la culture et de la vie communautaire a effectué les démarches nécessaires afin de discuter des conditions de travail avec les personnes identifiées, lesquelles ont confirmé leur intérêt à participer à la saison 2025, sous réserve de la confirmation formelle de leur embauche par le Conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité procédera, s'il y a lieu, à une vérification des antécédents judiciaires des personnes sélectionnées, conformément à ses pratiques en place; et

CONSIDÉRANT QUE les candidats pressentis et recommandés pour les postes d'entraîneur de soccer pour l'été 2025 ont tous reçu une offre d'embauche conditionnelle de la part de l'Administration sous réserve de sa confirmation officielle par le Conseil municipal.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Renald Côté et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **DE CONFIRMER** l'embauche du personnel suivant pour encadrer les équipes de soccer municipal et intermunicipal de l'été 2025 :
 - Madame Clémence Dionne, comme entraîneuse d'une équipe;
 - Monsieur Benoît Plourde-Lafrance, comme entraîneur d'une équipe;
 - Madame Maxim Labrie, comme entraîneuse d'une équipe;
- b) **DE CONFIRMER** les offres d'embauche faites à chacune de ces personnes par le Service des sports, de la culture et de la vie communautaire, sous réserve des modalités discutées;



- c) **DE MANDATER** l'Administration municipale à procéder aux vérifications d'usage, à coordonner leurs entrées en fonction, et à organiser la signature des contrats de travail respectifs.

Monsieur le conseiller Nicolas Dionne se retire du vote.

Résolution 25.05.136

32 DEMANDE D'AUTORISATION – Pour le dépôt d'une demande de commandite pour le Parc Fruitier à BMR

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphanie est engagée dans la deuxième année de développement de son parc fruitier municipal, visant l'implantation de 600 arbres et arbustes comestibles sur un terrain municipal situé en bordure de la route 291, sur une période de trois ans;

CONSIDÉRANT QUE ce projet, soutenu par un comité citoyen actif, s'inscrit dans une démarche éducative, environnementale et communautaire mettant en valeur le territoire rural et favorisant l'implication citoyenne à travers la création d'un espace nourricier collectif;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite déposer une demande de commandite auprès de l'entreprise BMR, pour une valeur approximative de mille dollars (1 000,00 \$), en biens et équipements, afin de soutenir la réalisation de la phase 2 du projet prévue pour la fin juin 2025;

CONSIDÉRANT QUE la commandite sollicitée pourra prendre l'une ou l'autre des deux formes suivantes :

- Option A : une tondeuse électrique;
- Option B : un lot d'équipements d'entretien et d'aménagement, incluant :
 - deux (2) brouettes;
 - deux (2) pelles rondes;
 - deux (2) pelles carrées;
 - deux (2) râtaux;
 - deux (2) sécateurs;
 - deux (2) coupe-branches;
 - cent cinquante (150) paires de gants de travail avec logo BMR, réparties dans les tailles S, M, L et XL;

CONSIDÉRANT QUE cette commandite permettrait la tenue d'une fin de semaine communautaire au nom du partenaire, mobilisant la population autour de travaux horticoles et de sensibilisation à l'agriculture urbaine; et

CONSIDÉRANT QUE les documents de présentation du projet, le montage financier, ainsi que les contreparties proposées au commanditaire sont disponibles au dossier.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Nicolas Dionne et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **D'AUTORISER** le dépôt d'une demande de commandite auprès de l'entreprise BMR, dans le cadre de la réalisation de la phase 2 du parc fruitier municipal, pour un soutien en équipements d'une valeur approximative de mille dollars (1 000,00 \$);



- b) **D’APPROUVER** les modalités de la demande, incluant l’utilisation des équipements pour les activités communautaires et l’entretien du site;
- c) **DE CONFIRMER** le soutien officiel de la Municipalité à ce projet, dans le cadre de ses initiatives de mise en valeur du territoire rural, de développement durable et d’éducation citoyenne; et
- d) **D’ENTÉRINER** la transmission de la documentation pertinente à l’entreprise BMR, accompagnée de la présente résolution.

Résolution 25.05.137

33 **DEMANDE D’AUTORISATION – Pour le dépôt d’une demande de commandite pour le Parc Fruitier à RONA**

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphanie est engagée dans la deuxième année de développement de son parc fruitier municipal, visant l’implantation de 600 arbres et arbustes comestibles sur un terrain municipal situé en bordure de la route 291, sur une période de trois ans;

CONSIDÉRANT QUE ce projet, soutenu par un comité citoyen actif, s’inscrit dans une démarche éducative, environnementale et communautaire mettant en valeur le territoire rural et favorisant l’implication citoyenne à travers la création d’un espace nourricier collectif;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite déposer une demande de commandite auprès de l’entreprise RONA, pour une valeur approximative de mille dollars (1 000,00 \$), en biens et équipements, afin de soutenir la réalisation de la phase 2 du projet prévue pour la fin juin 2025;

CONSIDÉRANT QUE la commandite sollicitée pourra prendre l’une ou l’autre des deux formes suivantes :

- Option A : une tondeuse électrique;
- Option B : un lot d’équipements d’entretien et d’aménagement, incluant :
 - deux (2) brouettes;
 - deux (2) pelles rondes;
 - deux (2) pelles carrées;
 - deux (2) râtaux;
 - deux (2) sécateurs;
 - deux (2) coupe-branches;
 - cent cinquante (150) paires de gants de travail avec logo RONA, réparties dans les tailles S, M, L et XL;

CONSIDÉRANT QUE cette commandite permettrait la tenue d’une fin de semaine communautaire au nom du partenaire, mobilisant la population autour de travaux horticoles et de sensibilisation à l’agriculture urbaine; et

CONSIDÉRANT QUE les documents de présentation du projet, le montage financier, ainsi que les contreparties proposées au commanditaire sont disponibles au dossier.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Renald Côté et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **D’AUTORISER** le dépôt d’une demande de commandite auprès de l’entreprise RONA, dans le cadre de la réalisation de la phase 2 du



- parc fruitier municipal, pour un soutien en équipements d’une valeur approximative de mille dollars (1 000,00 \$);
- b) **D’APPROUVER** les modalités de la demande, incluant l’utilisation des équipements pour les activités communautaires et l’entretien du site;
 - c) **DE CONFIRMER** le soutien officiel de la Municipalité à ce projet, dans le cadre de ses initiatives de mise en valeur du territoire rural, de développement durable et d’éducation citoyenne; et
 - d) **D’ENTÉRINER** la transmission de la documentation pertinente à l’entreprise BMR, accompagnée de la présente résolution.

Résolution 25.05.138

34 DEMANDE D’AUTORISATION – Pour le dépôt d’une demande de commandite pour le Parc Fruitier à GARANT

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphanie est engagée dans la deuxième année de développement de son parc fruitier municipal, visant l’implantation de 600 arbres et arbustes comestibles sur un terrain municipal situé en bordure de la route 291, sur une période de trois ans;

CONSIDÉRANT QUE ce projet, soutenu par un comité citoyen actif, s’inscrit dans une démarche éducative, environnementale et communautaire mettant en valeur le territoire rural et favorisant l’implication citoyenne à travers la création d’un espace nourricier collectif;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite déposer une demande de commandite auprès de l’entreprise GARANT, pour une valeur approximative de mille dollars (1 000,00 \$), en biens et équipements, afin de soutenir la réalisation de la phase 2 du projet prévue pour la fin juin 2025;

CONSIDÉRANT QUE la commandite sollicitée pourra prendre l’une ou l’autre des deux formes suivantes :

- Option A : une tondeuse électrique;
- Option B : un lot d’équipements d’entretien et d’aménagement, incluant :
 - deux (2) brouettes;
 - deux (2) pelles rondes;
 - deux (2) pelles carrées;
 - deux (2) râtaux;
 - deux (2) sécateurs;
 - deux (2) coupe-branches;
 - cent cinquante (150) paires de gants de travail avec logo GARANT, réparties dans les tailles S, M, L et XL;

CONSIDÉRANT QUE cette commandite permettrait la tenue d’une fin de semaine communautaire au nom du partenaire, mobilisant la population autour de travaux horticoles et de sensibilisation à l’agriculture urbaine; et

CONSIDÉRANT QUE les documents de présentation du projet, le montage financier, ainsi que les contreparties proposées au commanditaire sont disponibles au dossier.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Guillaume Tardif et unanimement résolu par les conseillers présents :



- a) **D'AUTORISER** le dépôt d'une demande de commandite auprès de l'entreprise GARANT, dans le cadre de la réalisation de la phase 2 du parc fruitier municipal, pour un soutien en équipements d'une valeur approximative de mille dollars (1 000,00 \$);
- b) **D'APPROUVER** les modalités de la demande, incluant l'utilisation des équipements pour les activités communautaires et l'entretien du site;
- c) **DE CONFIRMER** le soutien officiel de la Municipalité à ce projet, dans le cadre de ses initiatives de mise en valeur du territoire rural, de développement durable et d'éducation citoyenne;
- d) **D'ENTÉRINER** la transmission de la documentation pertinente à l'entreprise GARANT, accompagnée de la présente résolution.

Résolution 25.05.139

35 DEMANDE D'AUTORISATION – Pour le dépôt d'une demande de commandite pour le Parc Fruitier à DICKNER

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphanie est engagée dans la deuxième année de développement de son parc fruitier municipal, visant l'implantation de 600 arbres et arbustes comestibles sur un terrain municipal situé en bordure de la route 291, sur une période de trois ans;

CONSIDÉRANT QUE ce projet, soutenu par un comité citoyen actif, s'inscrit dans une démarche éducative, environnementale et communautaire mettant en valeur le territoire rural et favorisant l'implication citoyenne à travers la création d'un espace nourricier collectif;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite déposer une demande de commandite auprès de l'entreprise DICKNER, pour une valeur approximative de mille dollars (1 000,00 \$), en biens et équipements, afin de soutenir la réalisation de la phase 2 du projet prévue pour la fin juin 2025;

CONSIDÉRANT QUE la commandite sollicitée pourra prendre l'une ou l'autre des deux formes suivantes :

- Option A : une tondeuse électrique;
- Option B : un lot d'équipements d'entretien et d'aménagement, incluant :
 - deux (2) brouettes;
 - deux (2) pelles rondes;
 - deux (2) pelles carrées;
 - deux (2) râtaux;
 - deux (2) sécateurs;
 - deux (2) coupe-branches;
 - cent cinquante (150) paires de gants de travail avec logo DICKNER, réparties dans les tailles S, M, L et XL;

CONSIDÉRANT QUE cette commandite permettrait la tenue d'une fin de semaine communautaire au nom du partenaire, mobilisant la population autour de travaux horticoles et de sensibilisation à l'agriculture urbaine; et

CONSIDÉRANT QUE les documents de présentation du projet, le montage financier, ainsi que les contreparties proposées au commanditaire sont disponibles au dossier.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le



conseiller Guillaume Tardif et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **D'AUTORISER** le dépôt d'une demande de commandite auprès de l'entreprise DICKNER, dans le cadre de la réalisation de la phase 2 du parc fruitier municipal, pour un soutien en équipements d'une valeur approximative de mille dollars (1 000,00 \$);
- b) **D'APPROUVER** les modalités de la demande, incluant l'utilisation des équipements pour les activités communautaires et l'entretien du site;
- c) **DE CONFIRMER** le soutien officiel de la Municipalité à ce projet, dans le cadre de ses initiatives de mise en valeur du territoire rural, de développement durable et d'éducation citoyenne;
- d) **D'ENTÉRINER** la transmission de la documentation pertinente à l'entreprise DICKNER, accompagnée de la présente résolution.

URBANISME

Résolution 25.05.140

36 **DEMANDE D'AUTORISATION – Pour la démolition d'un bâtiment au 540, 1^{er} Rang**

Pièce CM-25-05-035

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Épiphanie a reçu, le 4 février 2025, une demande de démolition déposée par le propriétaire, Monsieur Denis Caron, visant le bâtiment principal situé au 540, 1^{er} Rang, sur le lot numéro 6 567 573;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est une résidence à étage mansardé construite en 1915 et inscrite sur la préliste de l'inventaire des bâtiments patrimoniaux de la MRC de Rivière-du-Loup;

CONSIDÉRANT QUE la Loi sur le patrimoine culturel, notamment le Projet de loi 69, exige qu'un avis d'intention d'autoriser la démolition d'un bâtiment construit avant 1940 soit transmis au ministère de la Culture et des Communications ainsi qu'à la MRC de Rivière-du-Loup;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est abandonné depuis plusieurs années et que les coûts de restauration seraient extrêmement élevés en raison de la corrosion, des infiltrations majeures et des moisissures constatées, rendant impossible la conservation de ses éléments structuraux;

CONSIDÉRANT QUE la proximité immédiate de l'immeuble avec des installations agricoles entraîne des nuisances incompatibles avec un usage résidentiel régulier;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment ne contribue pas à un ensemble architectural à préserver, les maisons voisines ayant été construites à partir de 1973;

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire souhaite exercer un droit acquis en transférant l'usage résidentiel à une autre adresse (546, 1^{er} Rang) et convertir le sol libéré par la démolition en terre agricole cultivée;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) de la Municipalité a analysé la demande lors de sa rencontre du 18 mars 2025



et a recommandé unanimement la démolition du bâtiment en vertu des critères du règlement municipal sur la démolition d'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE la demande de démolition a également été approuvée par le Comité sur la démolition de la Municipalité de Saint-Épiphanie, institué en vertu du règlement numéro 405-23, lors de sa séance du 14 avril 2025, et ce, sous la décision officielle numéro 14.04.03; et

CONSIDÉRANT QUE la documentation nécessaire à la prise de décision du Conseil est présentée en annexe de ce procès-verbal et identifiée sous la codification CM-25-05-035.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Renald Côté et unanimement résolu par les conseillers présents :

- a) **DE CONFIRMER** la décision du Comité sur la démolition d'autoriser la démolition du bâtiment situé au 540, 1^{er} Rang, en tenant compte des recommandations favorables du CCU et de la conformité du dossier avec les exigences du règlement 405-23;
- b) **DE MANDATER** la Direction générale pour transmettre un avis d'intention de démolition au ministère de la Culture et des Communications ainsi qu'à la MRC de Rivière-du-Loup, conformément aux exigences du Projet de loi 69;
- c) **DE S'ASSURER** que les travaux de démolition respectent les conditions prévues au règlement municipal sur la démolition, incluant l'usage projeté du sol dégagé à des fins agricoles; et
- d) **D'AFFICHER** cette décision conformément aux procédures prévues et de prévoir les délais pour tout appel ou opposition, s'il y a lieu.

AFFAIRES NOUVELLES

37 **Période des questions**

Les citoyens présents sur place sont invités à poser leurs questions aux élus du Conseil, selon l'article 150 du Code municipal. Cette période de questions a débuté à 21 h 10.

Les citoyens étaient également invités dans l'avis public annonçant la tenue de l'assemblée à faire parvenir leurs questions par courriel ou sous la publication Facebook pertinente avant le 11 mai 2025 à 20 h.

Aucune demande écrite n'a été reçue.
Des questions ont été posées par le public.

Le détail de cette section se retrouve dans l'enregistrement vidéo de la séance qui sera téléversée sur la page Facebook de la municipalité dans les jours suivant sa tenue.

Résolution 25.05.141

38 **Levée de l'assemblée**

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur le conseiller Renald Côté et unanimement résolu par les conseillers présents de lever la séance ordinaire à 21 h 50.



Madame Rachelle Caron
Mairesse

Monsieur Stéphane Chagnon, M.A.P.
Directeur général et greffier-trésorier

ⁱ [Notes au lecteur]

À l’exception de la personne titulaire de la charge de Maire, tous les autres membres du Conseil sont tenus de voter, à moins qu’il n’en soit empêché en raison d’un intérêt dans la question concernée, conformément aux dispositions de l’article 164 du *Code municipal du Québec* (LRQ, chapitre C-27.1).

En cas de vote unanime, aucun décompte des voix ne sera présenté dans la résolution.

En cas de vote majoritaire, une présentation des votes à la négative sera présentée à la fin de la résolution concernée.

Les documents déposés sont soumis à l’application de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, chapitre A-2.1).

Le greffier ne fait que constater les actes du Conseil municipal. Il ne s’agit en rien d’une opinion juridique ou d’une recommandation favorable professionnelle.

Dans le même sens, l’opinion professionnelle des autres intervenants de la Municipalité ou d’autres qui sont appelés à s’exprimer durant une séance du Conseil ne sont pas nécessairement reflétés par les résolutions adoptées.

Les élus sont régulièrement informés et invités à valider leurs actions auprès de professionnels externes puisque les professionnels de la Municipalité sont au service de la personne de droit public que constitue la Municipalité de Saint-Épiphanie.